

PRÉFECTURE DE L'AISNE

A R R E T E

Portant approbation du Plan de Prévention des
Risques (PPR) inondations et coulées de boue de la
vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et
Evergnicourt, pour le secteur Aisne médiane entre
Bucy-le-Long et Révillon

Le préfet de l'Aisne,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 562-1 à L 562-8 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 121-1 et R 111-2 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2003 portant modification de l'article A 125-1 du code des assurances ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2001 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques inondations sur 73 communes de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2001 et prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt sur 68 communes ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2007 modifiant l'arrêté du 30 mars 2007 et sectorisant le périmètre mis à l'étude en quatre secteurs correspondant à des sous bassins versants différents ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 avril 2008 relatif à l'ouverture d'une enquête publique concernant l'établissement du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, secteur Aisne médiane entre Bucy-le-Long et Révillon ;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de bien immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du 16 novembre 2007 ;

VU l'avis de la Communauté de communes du Val de l'Aisne du 13 novembre 2007 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 22 octobre 2007 ;

VU l'avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité du 11 octobre 2007 ;

VU l'avis du Service Navigation de la Seine (arrondissement Champagne) du 12 octobre 2007 ;

VU l'avis du Service Navigation de la Seine (arrondissement Picardie) du 12 octobre 2007 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- Bucy-le-Long en date du 24 septembre 2007 ;
- Celles-sur-Aisne en date du 21 septembre 2007 ;
- Condé-sur-Aisne en date du 27 novembre 2007 ;
- Cys-la-Commune en date du 24 septembre 2007 ;
- Missy-sur-Aisne en date du 5 novembre 2007 ;
- Pont-Arcy en date du 24 octobre 2007 ;
- Presles-et-Boves en date du 3 juin 2008 ;
- Soupir en date du 18 décembre 2007 ;
- Vailly-sur-Aisne en date du 9 novembre 2007 ;
- Viel-Arcy en date du 19 octobre 2007.

VU le rapport de la commission d'enquête daté du 4 juillet 2008 ;

Sur proposition de M. le directeur départemental de l'Équipement ;

A R R E T E

Article premier : Le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, secteur Aisne médiane entre Bucy-le-Long et Révillon, qui concerne les territoires des communes suivantes : Bucy-le-Long, Celles-sur-Aisne, Chavonne, Condé-sur-Aisne, Cys-la-Commune, Missy-sur-Aisne, Pont-Arcy, Presles et Boves, Révillon, Saint-Mard, Soupir, Vailly-sur-Aisne, Viel-Arcy, Villers-en-Prayères, est approuvé.

Article 2 : Un exemplaire de ce document est tenu à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Soissons, à la direction départementale de l'Équipement et aux mairies des communes concernées.

Il servira notamment de document de référence pour :

- L'établissement de l'état des risques prévu par l'article L 125-5 du code de l'Environnement.
- L'information bisannuelle du public par le maire dans les modalités définies à l'article L 125-2 du code de l'Environnement.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et mention sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Une copie de l'arrêté sera affichée dans chaque mairie pendant un mois au minimum.

Article 4 : Le plan de prévention des risques approuvé est une servitude d'utilité publique. Il doit être annexé au document d'urbanisme dans un délai de trois mois par arrêté municipal.

Article 5 : Le Sous-Préfet de Soissons, les maires des 14 communes concernées, le directeur départemental de l'Équipement, ainsi que le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laon, le **21** JUL. 2008

Le Préfet de l'Aisne


Stéphane FRATACCI

